



ZF-PWK MECACENTRE

Saint Etienne, le 22 avril 2020

Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, la direction a voulu consulter le CSE sur la reprise du travail.

Après avoir essayé un refus ferme et catégorique pour une ouverture avant la fin du confinement, la direction est revenue devant les élus aujourd'hui pour imposer une ouverture le lundi 27 Avril.

Nouveau refus, nouvelle gifle ! HUIT élus ont voté CONTRE et seulement deux, l'élu CFE/CGC et l'élu FO, qui a changé d'avis depuis la semaine dernière, ... ont voté pour.

L'Inspecteur du Travail et les élus ont posé de nombreuses questions sur le plan de reprise d'activité de la direction mais n'ont pas toujours obtenu de réponses. Plusieurs zones d'ombre persistent et sur un bon nombre de points la direction a été incapable de proposer des solutions et de donner des garanties de sécurité crédibles.

D'une manière générale la direction a démontré que tout n'était pas prêt et, à la demande de l'Inspecteur du Travail elle s'est engagée à nous donner des éléments complémentaires avant le week-end...

Apparemment et au regard du nombre de voitures dans le parking aujourd'hui, en même temps que la direction nous présentait son plan, les cadres travaillaient déjà sur cette reprise...

Les élus et les DS CGT et CFDT ont mis en garde la direction. Le risque que représente cette reprise anticipée du travail pour nous les salariés, pour nos familles et pour notre entourage est énorme. De toute évidence la sécurité sanitaire ne pourra pas être assurée complètement. En cas de contamination d'un salarié par le COVID 19, la direction portera l'entière responsabilité et elle aura à rendre des comptes devant la Justice.

Les salariés, soucieux de leur santé et de la santé de leurs proches peuvent exercer leur droit de retrait pour danger grave et imminent (DGI). Un droit de retrait collectif et même le dépôt d'un DGI par le CSE ne sont pas à exclure. Les enquêtes seront menés conjointement entre le CSE et la direction avant d'aboutir à la DIRECCTE.

Au moment où le nombre de décès dans la Loire explose et où les hôpitaux sont saturés, la direction reste parfaitement sourde à nos appels, parfaitement insensible devant notre angoisse pour notre vie et pour la vie de nos proches. Elle évoque la situation financière fragile et les demandes pressantes des clients! C'est du pur mépris, du chantage !

Notre réponse sera à la hauteur de la gravité du moment !

**NE LAISSONS PAS NOS PATRONS IMPOSER LEUR LOI !
NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !
NOUS NE SOMMES PAS DE LA CHAIRE A PATRON !**